



► 5 novembre 2021

Le dossier du jour

Blanquer défend le retour

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est en visite à **Nice** aujourd'hui. À la veille d'un retour en classe marqué dans 61 départements, dont le **Var**, par le retour de l'obligation du masque. Le ministre s'en explique.

A lors que les élèves s'apprentent à reprendre les cours... mais aussi leurs masques, dans le Var et 60 autres départements où l'obligation avait été levée (ce n'était pas le cas dans les Alpes-Maritimes où le masque est resté obligatoire), le ministre de l'Éducation en visite aujourd'hui à Nice justifie ces changements de règles sanitaires. Selon Jean-Michel Blanquer, c'est cette « *adaptabilité* » permanente et cette « *souplesse* » qui ont permis au système éducatif français de résister à la baisse de niveau scolaire qui « *va malheureusement toucher beaucoup de pays occidentaux* ». Le ministre défend sa « *politique de l'école ouverte* » qui pourrait bien être un « *atout* » alors que sonne l'heure de la reprise économique.

L'obligation du port du masque avait été levée dans de nombreux départements. Ce ne sera plus le cas à partir de lundi. Qu'est-ce qui justifie ce changement ?

Depuis le début de la crise, nous voulons être pragmatiques en nous adaptant à l'évolution de la situation, afin d'avoir toujours une réponse proportionnée à la réalité sanitaire. C'est ce qui se passe actuellement sur la base des critères que nous avons objectifs. Lorsque le taux d'incidence était inférieur à 50 durant cinq jours consécutifs nous avons enlevé l'obligation du port du masque pour les élèves dans les écoles primaires, dans les départements concernés. Mais nous sommes aussi capables de le remettre en vigueur dès lors que ce seuil est dépassé. C'est ce qui se passe notamment dans le Var puisque le taux d'incidence est passé à 54.

Craignez-vous une flambée épidémique dans les établissements à mesure que l'hiver va s'installer ?

Nous restons vigilants à la situation sanitaire de chaque territoire. Les différentes rentrées ne se sont pas traduites, jusque-là, par des flambées épidémiques mais par une croissance, probablement liée aux vacances. Nous restons attentifs à l'évolution générale de l'épidémie.

Changer en permanence la règle ne brouille-t-il pas un peu le message ? Ne valait-il pas mieux maintenir le port du masque ?

Je pense qu'il est important d'habituer les esprits, comme nous le faisons depuis le début de cette crise, à une forme de souplesse dont chacun comprend bien le fondement. L'objectif premier est de maintenir les écoles ouvertes. Et le second est d'avoir des mesures qui restent proportionnées à la réalité sanitaire. Cela implique qu'il y a des moments où il faut mettre le masque et d'autres où on peut l'enlever. C'est quand même mieux que de le rendre obligatoire tout le temps, en toutes circonstances, même lorsque ce n'est pas nécessaire. Le but est de ne pas faire peser des contraintes excessives. Et cette souplesse fait d'ailleurs partie de la pédagogie de la crise. J'ai d'ailleurs été impressionné par la capacité de nos enfants à accepter et respecter ces règles, ainsi que par leur faculté à comprendre leur utilité. Notre système scolaire a su, tout particulièrement, faire preuve d'une grande capacité d'adaptation. Il faut en féliciter tous les acteurs, à la fois les

adultes et les élèves. Car cela nous a permis d'être le pays qui a pu maintenir le plus possible ses écoles ouvertes. C'est un atout considérable pour nos élèves. Je salue cette capacité collective de faire face à la crise de manière à la fois sereine et proportionnée.

En termes de règles, celle de l'éviction de la classe dès le premier cas de Covid va-t-elle être maintenue ?

À ce stade nous maintenons cette règle, valable uniquement pour l'école primaire, car elle fait partie du dispositif de vigilance que nous avons mis en place. Elle nous a permis de gérer la crise depuis la rentrée en particulier, avec un nombre de classes fermées en baisse depuis la mi-septembre. Après un pic de 3 500 classes fermées à l'échelle du pays, nous étions revenus avant les vacances de la Toussaint à une proportion raisonnable comprise entre 0,2 et 0,5 % des classes fermées. C'est dans l'intérêt général de procéder ainsi. Puisque cela nous permet, là aussi, de maintenir les écoles ouvertes en limitant, la plupart du temps, les nuisances pour les élèves concernés à une semaine sans cours...

Cela a aussi des conséquences sur l'organisation des parents...

J'en suis parfaitement conscient. Et c'est aussi ce qui motive notre politique de l'école ouverte. On pense à l'intérêt des enfants, mais aussi à celui des familles.

Entre évictions individuelles et confinements collectifs, cela fait presque deux ans que les élèves ont une scolarité morcelée. Mesure-t-on un retard, une

baisse de niveau ou une augmentation des décrochages ?

La France a davantage ouvert ses écoles que les autres pays occidentaux. Nous avons réussi à ce qu'il n'y ait pas plus de décrochage scolaire durant cette période de crise. Le travail de tous a payé. Même si s'agissant du niveau scolaire, il y a eu évidemment un impact négatif dû au premier confinement. C'était d'ailleurs pour cela que nous étions si désireux d'aller vite vers le déconfinement et ensuite, tout au long du reste de l'année 2020 et pour 2021, de maintenir cette politique de l'école ouverte. Or, ce que nos évaluations nous permettent de voir, c'est que nous avons aujourd'hui rattrapé le retard pris au début de la crise et que nous avons même repris un chemin de progrès. Nous aurons d'ailleurs dans les prochains jours les résultats des évaluations de début d'année pour les CP, les CE1 et 6^e qui nous donneront une idée précise de cette résistance du système éducatif français à la baisse de niveau qui malheureusement va toucher beaucoup de pays dans le monde.

On y résisterait plutôt bien ?

On est sans doute l'un des pays qui y résiste le mieux parce que d'une part nous avons maintenu les écoles ouvertes et d'autre part parce que nous avons mis en place des politiques pédagogiques pour renforcer les savoirs fondamentaux, tout particulièrement à l'école primaire.

L'école ne dispense pas des savoirs, elle inculque aussi des



Lundi, la rentrée se fera masquée dans le Var comme dans les Alpes-Maritimes.

valeurs républicaines. Quelle conséquence peut également avoir la crise sanitaire sur l'érosion de ce socle commun indispensable à la cohésion de notre société ?

J'insiste beaucoup sur cette transmission des valeurs. Toute crise peut avoir des effets négatifs mais aussi positifs. On a beaucoup appelé au civisme tant des adultes que des enfants au cours des derniers mois. J'ai été très impressionné par l'engagement des professeurs et des parents pour que nous puissions servir les intérêts supérieurs de l'enfant dans cette crise. Par celui des élèves eux-mêmes, qui ont bien intégré et respecté les consignes sanitaires. Qui ont aussi su faire preuve de gestes de solidarité. C'est quelque chose que j'encourage beaucoup. Mon but, c'est d'ailleurs qu'au cours des années





du masque à l'école



Photo illustration : F. Galliano

futures nous réussissions à ce que 100 % des élèves soient engagés dans des activités civiques. Nous envoyons un signal dans ce sens avec le développement du service national universel (SNU) qui va concerner 50 000 jeunes de 16 ans en 2022.

La préservation de ces valeurs communes, ce que vous avez appelé le carré régalien dans le cadre du Grenelle de l'Éducation, c'est aussi la raison de votre venue à Nice ce vendredi...

L'objectif du carré régalien, c'est d'avoir une organisation très rigoureuse de tout ce qui a trait à la sécurité et au bon climat scolaire. Cela signifie que chaque recteur de France a auprès de lui des équipes prêtes à intervenir en appui des établissements, en prévention comme en réaction, sur quatre sujets : les valeurs de la République et la laïcité, la lutte contre la radicalisation, les violences scolaires avec des équipes mobiles en lien avec la police et la justice, et enfin le harcèlement et le cyberharcèlement avec le déploiement cette rentrée du programme Phare. Je suis très attentif à ce qu'il n'y ait pas de trous dans la raquette et je serai ce vendredi à la rencontre des équipes de l'académie de Nice. Le pas-de-vague n'est pas ma philosophie.

Dossier :
Eric Galliano
egalliano@nicematin.fr

Le dossier continue
en page 4



Le ministre Jean-Michel Blanquer défend sa « politique de l'école ouverte ».

(Photo Frantz Bouton)

J'estime que tous les problèmes doivent être signalés et doivent faire l'objet d'un suivi.

Vous renforcez le dispositif parce que ces phénomènes sont en hausse ?

Le nombre d'incidents est plutôt stable mais certains sont d'une intensité que nous ne connaissons pas auparavant. Nous musclons le dispositif parce que notre objectif c'est clairement de les faire baisser. Nous avons commencé à le faire en matière d'atteintes à la laïcité ou de harcèlement, mais il faut aller plus loin.

Pour vous, la réponse à ces dérives c'est une laïcité stricte ? Par exemple, vous ne pensez pas comme le Conseil de l'Europe que le vivre ensemble passe par la liberté de porter le hijab à l'école ?

La liberté de se vêtir n'est pas la même dans l'enceinte scolaire et à l'extérieur. C'est le sens de la loi de 2004 que nous faisons scrupuleusement respecter. Là, la divergence porte plus sur le fait que le Conseil de l'Europe s'est mis en position de promouvoir le port du foulard, en en faisant une sorte de synonyme de liberté. Je trouve que c'est une insulte pour toutes les femmes dans le monde, comme actuellement en Afghanistan, qui se battent pour avoir le droit de ne pas le porter. Pour moi, ce qui est synonyme de liberté, c'est plus le combat de ces femmes que des modes que certains essaient d'imposer, y compris au travers d'institutions importantes comme le Conseil de l'Europe. Nous avons réagi et obtenu le retrait de cette campagne.

Dans le registre des modes idéologiques, vous venez de créer le Laboratoire de la République, un think tank qui fustige notamment la « woke pensée ». C'est quoi la « woke pensée » ?
D'abord, ce laboratoire est un

Rien de nouveau dans les Alpes-Maritimes

Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), revient sur l'état des lieux à la rentrée, en lien avec la progression de l'épidémie.



Photo : Eric Ontmo

« La principale mesure, et j'ai envie de dire la seule, sera le retour du

masque pour les élèves de primaire dans certains départements. »
Rien de nouveau dans les Alpes-Maritimes, puisque les enfants n'ont jamais perdu cette habitude, imposée partout où le taux d'incidence est au moins égal à 50 cas pour 100 000 habitants. **« Si la situation devait se dégrader, nul doute qu'on reviendrait à des mesures que nous avons connues l'an dernier, comme des groupes à effectif réduit. Voire, dans le pire des cas, l'enseignement à distance. »**
Cette modulation ne le choque pas : **« A Paris comme dans les Alpes-Maritimes, les élèves n'ont jamais enlevé le masque. Et je ne trouverais pas très pertinent qu'il faille le porter à Brest en cas de pic épidémique à Nice. »** Ce qui l'inquiète plutôt, c'est le risque d'une forte fluctuation du taux d'incidence : **« Devoir remettre le masque une semaine, le retirer pen-**

dant quinze jours et le rendre à nouveau obligatoire en cas de mauvais chiffres, ce ne serait pas très agréable, pas très stable. »
Gilles Jean, le représentant du SNUipp, principal syndicat des professeurs des

écoles, confirme. **« Nous serons attentifs à la manière dont va se dérouler cette rentrée, on peut penser que nos élèves ont été plus protégés que dans d'autres départements, cela fait presque deux ans qu'ils portent le masque. »**
Il espère toutefois un recours au test antigénique beaucoup plus important. Le suivi aurait été jusqu'alors très irrégulier, avec **« quelques écoles pilotes, mais très peu, l'an passé ».**
De son côté, Véronique Viale, présidente de la Peep (fédération de parents d'élèves) pour l'académie de Nice, dit accepter **« toute décision de l'Agence régionale de santé ».** Ce qu'elle explique ainsi : **« Nous n'avons pas de compétences médicales. Dès lors qu'il s'agit de protéger les enfants et de leur permettre de continuer à aller en classe, nous y sommes favorables. »**

F. L.

cercle de réflexion et d'action. Les grands sujets de notre époque tels que l'environnement ou les défis technologiques doivent pouvoir faire l'objet d'une réflexion républicaine, c'est-à-dire humaniste, qui part du principe de l'égalité entre les citoyens. Par ailleurs, dans le cadre d'une réflexion humaniste, nous devons justement être vigilants par

rapport à ce qu'on appelle le courant woke, qui nous vient des États-Unis, et qui développe souvent une logique victimaire, de surenchère des identités, qui débouche inévitablement sur une logique d'affrontement, alors que ce qui devrait nous rassembler, au contraire, est un esprit de fraternité au nom de l'égalité et des principes Républicains.

